

La Métropole et la Presqu'île bientôt mariées ?

Le projet de fusion entre les deux intercommunalités arrive dans la phase décisive. Leurs présidents respectifs estiment qu'il en va de l'avenir de leurs territoires et de leurs habitants.

Le débat

François Guillaudre en est persuadé. « C'était mon rôle et mon devoir de président de Brest métropole et du pays de Brest de poser le débat. » Le débat ? Celui qui est au cœur des discussions entre la métropole et la communauté de communes de la presqu'île de Crozon - Aulne maritime (CCPCAM) sur la fusion entre ces deux intercommunalités.

Si le pays des Abers vient lui aussi de donner son avis au lancement des études, c'est bien la CCPCAM qui s'est lancée la première. À tel point que le 1^{er} décembre prochain, un grand séminaire des élus de Brest et Crozon présentera les conclusions d'un an et demi de travail et de 37 réunions.

Les conseils des deux intercommunalités, puis tous les conseils municipaux seront ensuite amenés à se prononcer pour ou contre cette fusion. Si tout se passe comme l'espèrent François Guillaudre et Daniel Moyson, son homologue de la Presqu'île, les deux entités pourraient fusionner au 1^{er} janvier 2020. Un rythme que certains prennent pour une marche forcée, surtout du côté de Crozon.

Crozon pose ses conditions

Les mêmes auraient voulu qu'on laisse passer les prochaines municipales. « Cela n'aurait eu aucun sens, assure Daniel Moyson. En 2020, la moitié des maires de la Presqu'île ne seront probablement plus en poste. » À commencer par lui-même, puisqu'il se retirera. « Repousser les discussions après cette échéance,

c'est perdre encore deux ans, voire plus. »

« Si un projet est bon, pourquoi attendre 2020 ? », renchérit François Guillaudre. « S'il est mauvais, pourquoi le reprendre après ? » Et forcément, pour l'île brestoise, le projet est bon. Ou tout au moins. « Au bilan, l'actif l'emporte sur le passif ». En clair, il y a plus à gagner qu'à perdre pour les deux parties qui espèrent n'en faire plus qu'une.

Du côté de la CCPCAM, les conditions étaient claires. Daniel Moyson voulait que l'intégration au sein de la Métropole se traduise par des avancées en matière de mobilité et de santé notamment (lire par ailleurs).

Pas d'augmentation d'impôts

Il a obtenu gain de cause, avant même un éventuel mariage entre les deux intercommunalités. À demi-mot, il ne cache pas non plus que sans la fusion, il lui sera compliqué de financer l'indispensable refonte de l'abattoir du Faou, estimée à sept millions d'euros.

Évidemment, la surface financière des deux intercommunalités n'est pas la même. Avec ses huit communes, ses 360 millions de budget annuel et ses services de haute volée, Brest métropole fait figure de poids lourd à côté de la CCPCAM.

Ce qui lui vaut quelques critiques, qui font s'étrangler François Guillaudre : « On dit que Brest métropole veut faire passer une dette qui serait « abyssale » sur le dos des Presqu'îliens. Mais nous sommes dans la zone verte en ce qui concerne

notre capacité de désendettement. » Et, un voyage d'études à Raimis l'a démontré : la fusion peut se faire sans augmenter les taux d'imposition pesant sur les ménages.

« Rester dans les radars »

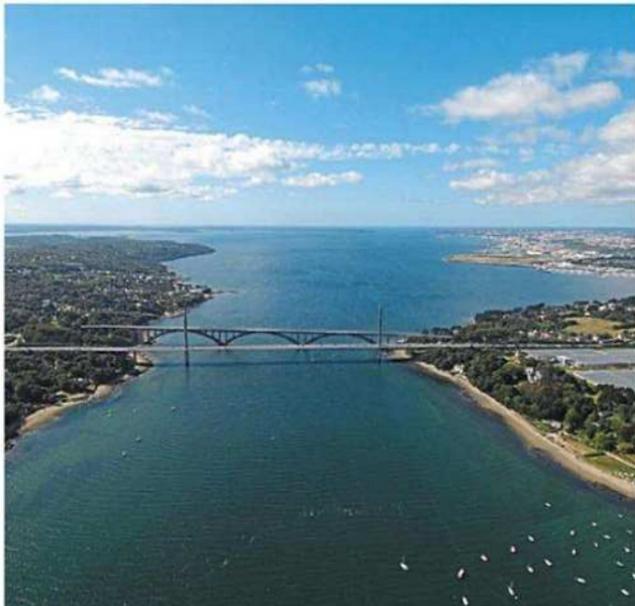
« Attention, on parle bien des impôts de l'intercommunalité, pas de ceux des communes », prévient François Guillaudre. Autrement dit, en cas de fusion, pas question de faire passer sur le dos d'une Métropole élargie des augmentations d'impôts locaux décidées par des maires et leurs majorités...

Pour François Guillaudre, l'objectif de l'élargissement est essentiel. Il avait obtenu le statut de Métropole après avoir convaincu François Hollande, alors président de la République. Mais inexorablement, l'Ouest breston décroche par rapport à Rennes. « Et avec un vrai TGV entre Paris et Rennes, ce n'est pas pris de s'arrêter », soupire-t-il.

Il est persuadé que la Métropole et ses équipements structurants, comme l'hôpital ou l'université, « ne sont pas menacés dans leur existence. Mais dans leur dynamisme peut-être. » S'agrandir s'élargit c'est « rester dans les radars nationaux, voire internationaux ».

Son espoir, c'est que ce premier mariage, s'il a lieu, en entraîne d'autres. « Peut-être que cela donnerait envie à d'autres de rejoindre la Métropole », corfie François Guillaudre.

Olivier PAULY.



Séparées par la rade, la Métropole et la presqu'île de Crozon ne feront peut-être bientôt plus qu'une. © Dorian BENOIST - ETERNIS - JOURNAL